

Art. 11. Het bedrag van de eindejaarspremie bedoeld in artikel L1123-15, § 2, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie bestaat uit een forfaitaire gedeelte en een veranderlijk gedeelte, berekend als volgt :

1° voor het forfaitaire gedeelte :

a) voor het jaar 2018, bedraagt het forfaitaire gedeelte van de eindejaarspremie 380 euro;

b) voor het jaar 2019 en de volgende jaren is het forfaitaire gedeelte gelijk aan het bedrag van het forfaitaire gedeelte toegekend tijdens het vorige jaar, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar, en de teller aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het betrokken jaar. Het verkregen resultaat wordt berekend tot op vier decimalen;

2° voor het veranderlijke gedeelte: het veranderlijk gedeelte bedraagt twee en een half percent van de jaarlijkse wedde die tot grondslag diende voor de berekening van de wedde verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar.

Indien de mandataris zijn wedde niet heeft genoten voor de maand oktober van het betrokken jaar, is de jaarlijkse wedde die in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van het veranderlijke gedeelte van de premie, degene die als basis zou gebruikt zijn om zijn wedde voor die maand te berekenen, indien die verschuldigd zou zijn geweest.

Art. 12. De eindejaarspremie wordt in één keer vereffend en uitbetaald tussen 1 en 15 december van het betrokken jaar.

HOOFDSTUK IV. — Opheffings en slotbepalingen

Art. 13. Het koninklijk besluit van 16 november 2000 tot vaststelling van het vakantiegeld en de eindejaarspremie van de burgemeesters en schepenen wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 1 oktober 2018.

Art. 15. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 22 november 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206247]

6 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux et l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 10 modifié par les décrets du 17 juillet 2008; du 11 avril 2014 et du 8 novembre 2018, et 12, modifié par les décrets du 17 juillet 2017 et du 11 avril 2014;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 10, modifié par les décrets du 17 juillet 2008, du 21 mai 2015 et du 8 novembre 2018, et 13, modifié par les décrets du 17 juillet 2008 et du 21 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers;

Vu le rapport du 17 avril 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 4 mai 2018;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'énergie CD-18e15-CWaPE-1795, donné le 16 mai 2018;

Vu l'avis n° 64.634/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux, les 2° à 5° sont abrogés.

Art. 2. Le chapitre II du même arrêté est renommé comme suit :

« Composition et fonctionnement du gestionnaire de réseau de transport local ».

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le gestionnaire de réseau de transport local et son éventuelle filiale sont constitués conformément aux dispositions de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité. ».

Art. 4. Les articles 3 à 10 du même arrêté sont abrogés.

Art. 5. Le chapitre III du même arrêté, comportant les articles 11 à 14, est abrogé.

Art. 6. A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est abrogé;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les membres du personnel du gestionnaire de réseau de distribution ne peuvent accepter aucune gratification directe ou indirecte ni de la part d'un producteur, à l'exception des auto-producteurs, ni de celle d'un fournisseur aux clients éligibles ou d'un intermédiaire ou de toute société liée ou associée. ».

Art. 7. Dans l'article 16 du même arrêté, les mots « ou à l'expert indépendant » sont remplacés par les mots « ou aux administrateurs indépendants ».

Art. 8. Dans l'article 17, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot " Le » est remplacé par les mots « Parmi les membres de son personnel, le »;

2° les mots « , indépendante des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires, » sont abrogés.

Art. 9. Dans l'article 19, § 2, du même arrêté, le 3° est abrogé.

Art. 10. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre VII est remplacé par ce qui suit :

« Procédure relative au mandat du gestionnaire de réseau de distribution ».

Art. 11. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. § 1^{er}. Au minimum deux ans avant la fin du mandat du gestionnaire de réseau de distribution, visé à l'article 10, § 2, du décret, le Ministre de l'Energie publie au *Moniteur belge* un appel à renouvellement. L'appel à renouvellement précise que les communes peuvent, individuellement ou collectivement, initier un appel à candidature transparent et non discriminatoire afin de sélectionner un candidat gestionnaire de réseau de distribution et qu'à défaut de candidature dans les délais et dans le respect des dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, le mandat du gestionnaire de réseau peut être renouvelé pour un terme de vingt ans maximum à dater du lendemain de la fin du mandat précédent.

§ 2. Dans un délai d'un an maximum à dater de l'appel à renouvellement visé au paragraphe 1^{er}, la commune notifie à la CWaPE le gestionnaire de réseau de distribution proposé pour son territoire.

A défaut de proposition de la commune dans le respect des dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, le mandat du gestionnaire de réseau actif peut être renouvelé pour un terme de vingt ans maximum à dater du lendemain de la fin du mandat précédent.

§ 3. Le candidat gestionnaire de réseau proposé par la commune adresse sa candidature par recommandé ou la remet contre accusé de réception en deux exemplaires au siège de la CWaPE, accompagnée de la délibération du conseil communal ou des conseils communaux proposant sa candidature. La CWaPE peut requérir du candidat tout document lui permettant de vérifier qu'il répond aux conditions prescrites par ou en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution et dispose notamment d'une capacité technique et financière suffisante. ».

Art. 12. A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « demande » est à chaque fois remplacé par le mot « candidature »;

2° le mot « demandeur » est à chaque fois remplacé par le mot « candidat »;

3° à l'alinéa 2, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par le mot « recommandé »;

4° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le candidat dispose d'un délai de trois semaines maximum, prescrit à peine de déchéance, pour compléter sa candidature. ».

Art. 13. A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « demandeur » est à chaque fois remplacé par le mot « candidat »;

2° le mot « demande » est à chaque fois remplacé par le mot « candidature »;

3° les mots « lettre recommandée » sont à chaque fois remplacés par le mot « recommandé ».

Art. 14. A l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « demande » est à chaque fois remplacé par le mot « candidature »;

2° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Le gestionnaire est désigné pour un mandat d'une durée de vingt ans maximum prenant cours au lendemain de la fin du mandat du gestionnaire de réseau de distribution précédemment désigné. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Dans l'hypothèse où le candidat gestionnaire n'est pas propriétaire ou n'est pas titulaire d'un droit lui garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau pour lequel il postule la gestion ou qu'une procédure d'expropriation est en cours, la désignation est faite sous condition suspensive de l'obtention du droit de propriété ou de jouissance des infrastructures et équipements du réseau pour lequel il postule la gestion. Le mandat du précédent gestionnaire de réseau est prolongé sous condition résolutoire de la perte de son droit de propriété ou de jouissance des infrastructures et équipements du réseau pour lequel il opère la gestion. »;

4° à l'alinéa 3, devenu alinéa 4, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par le mot « recommandé »;

5° à l'alinéa 3, devenu alinéa 4, le mot « demandeur » est remplacé par le mot « candidat ».

Art. 15. Dans le même arrêté, il est inséré un article 23/1 rédigé comme suit :

« Art. 23/1. Lorsqu'un gestionnaire de réseau de distribution estime ne pas pouvoir mener à terme son mandat, celui-ci informe les communes desservies, la CWaPE et le Ministre de l'Energie. Cette information est publiée sur le site internet de la CWaPE.

Le Gouvernement peut désigner à titre transitoire un nouveau gestionnaire de réseau de distribution pour une durée maximale de deux ans. Cet arrêté de désignation temporaire initie la procédure visée aux articles 20 à 23.

Par dérogation à l'article 20, et à défaut d'une désignation à titre transitoire par le Gouvernement, l'information publiée sur le site de la CWaPE remplace l'appel à renouvellement publié au *Moniteur belge*.

En l'absence de proposition de candidat par les communes concernées dans le délai visé à l'article 20, § 2, la CWaPE propose un candidat conformément aux conditions visées à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o à 4^o, du décret. ».

Art. 16. L'article 29 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers*

Art. 17. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers, le 2^o est abrogé.

Art. 18. Le chapitre II, comportant les articles 2 à 4, du même arrêté est abrogé.

Art. 19. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est abrogé;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les membres du personnel du gestionnaire de réseau de distribution n'acceptent aucune gratification directe ou indirecte ni de la part d'un producteur, à l'exception des auto-producteurs, ni de celle d'un fournisseur aux clients éligibles ou d'un intermédiaire ou de toute société liée ou associée. ».

Art. 20. Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « ou à l'expert indépendant » sont remplacés par les mots « ou aux administrateurs indépendants ».

Art. 21. A l'article 7, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot " Le » est remplacé par les mots « Parmi les membres de son personnel, le »;

2^o les mots « , indépendante des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires, » sont abrogés.

Art. 22. A l'article 9, § 2, du même arrêté, le 3^o est abrogé.

Art. 23. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre VI est remplacé par ce qui suit :

« Procédure relative au mandat du gestionnaire de réseau de distribution ».

Art. 24. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1^{er}. Au minimum deux ans avant la fin du mandat du gestionnaire de réseau de distribution, visé à l'article 10, § 2, du décret, le Ministre de l'Energie publie au *Moniteur belge* un appel à renouvellement. L'appel à renouvellement précise que les communes peuvent, individuellement ou collectivement, initier un appel à candidature transparent et non discriminatoire afin de sélectionner un candidat gestionnaire de réseau de distribution et qu'à défaut de candidature dans les délais et dans le respect des dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, le mandat du gestionnaire de réseau peut être renouvelé pour un terme de vingt ans maximum à dater du lendemain de la fin du mandat précédent.

§ 2. Dans un délai d'un an maximum à dater de l'appel à renouvellement visé au paragraphe 1^{er}, la commune notifie à la CWaPE le gestionnaire de réseau de distribution proposé pour son territoire.

A défaut de proposition de la commune, dans le respect des dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, le mandat du gestionnaire de réseau actif peut être renouvelé pour un terme de vingt ans maximum à dater du lendemain de la fin du mandat précédent.

§ 3. Le candidat gestionnaire de réseau proposé par la commune adresse sa candidature par recommandé ou la remet contre accusé de réception en deux exemplaires au siège de la CWaPE, accompagnée de la délibération du conseil communal ou des conseils communaux proposant sa candidature. La CWaPE peut requérir du candidat tout document lui permettant de vérifier qu'il répond aux conditions prescrites par ou en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution et dispose notamment d'une capacité technique et financière suffisante. ».

Art. 25. A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « demande » est à chaque fois remplacé par le mot « candidature »;

2^o le mot « demandeur » est à chaque fois remplacé par le mot « candidat »;

3^o l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le candidat dispose d'un délai de trois semaines maximum, prescrit à peine de déchéance, pour compléter sa candidature. ».

Art. 26. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « demandeur » est à chaque fois remplacé par le mot « candidat »;

2^o le mot « demande » est à chaque fois remplacé par le mot « candidature ».

Art. 27. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « demande » est à chaque fois remplacé par le mot « candidature »;

2^o l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Le gestionnaire est désigné pour un mandat d'une durée de vingt ans maximum prenant cours au lendemain de la fin du mandat du gestionnaire de réseau de distribution précédemment désigné. »;

3^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Dans l'hypothèse où le candidat gestionnaire n'est pas propriétaire ou n'est pas titulaire d'un droit lui garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau pour lequel il postule la gestion ou qu'une procédure d'expropriation est en cours, la désignation est faite sous condition suspensive de l'obtention du droit de propriété ou de jouissance des infrastructures et équipements du réseau pour lequel il postule la gestion et le mandat du précédent gestionnaire de réseau est prolongé sous condition résolutoire de la perte de son droit de propriété ou de jouissance des infrastructures et équipements du réseau pour lequel il opère la gestion. »;

4^o à l'alinéa 3, devenu alinéa 4, le mot « demandeur » est remplacé par le mot « candidat ».

Art. 28. Dans le même arrêté, il est inséré un article 13/1 rédigé comme suit :

« Art. 13/1. Lorsqu'un gestionnaire de réseau de distribution estime ne pas pouvoir mener à terme son mandat, celui-ci informe les communes desservies, la CWaPE et le Ministre en charge de l'Energie. Cette information est publiée sur le site internet de la CWaPE.

Le Gouvernement peut désigner à titre transitoire un nouveau gestionnaire de réseau de distribution pour une durée maximale de deux ans. Cet arrêté de désignation temporaire initie la procédure visée aux articles 20 à 23.

Par dérogation à l'article 20, et à défaut d'une désignation à titre transitoire par le Gouvernement, l'information publiée sur le site de la CWaPE remplace l'appel à renouvellement publié au *Moniteur belge*.

En l'absence de proposition de candidat par les communes concernées dans le délai visé à l'article 20, § 2, la CWaPE propose un candidat conformément aux conditions visées à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o à 4^o, du décret. ».

Art. 29. Le chapitre IX comportant l'article 20 du même arrêté est abrogé.

Art. 30. L'article 21 du même arrêté est abrogé.

Art. 31. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/206247]

6. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber und des Erlasses vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Betreiber von Gasnetzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 10, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008, vom 11. April 2014 und vom 8. November 2018, und Artikel 12, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2017 und 11. April 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 10, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008, vom 21. Mai 2015 und vom 8. November 2018, und Artikel 13, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 21. Mai 2015;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Betreiber von Gasnetzen;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 17. April 2018;

Aufgrund der Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie vom 4. Mai 2018;

Aufgrund der am 16. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme Nr. CD-18e15-CWaPE-1795 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" - CWaPE);

Aufgrund des am 13. November 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 64.634/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber werden die Ziffern 2 bis 5 aufgehoben.

Art. 2 - Die Überschrift von Kapitel II desselben Erlasses wird durch folgende Überschrift ersetzt:

"Zusammensetzung und Arbeitsweise des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes"

Art. 3 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 2 - Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und seine eventuelle Filiale werden gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 29. April 1999 hinsichtlich der Organisation des Elektrizitätsmarktes gebildet."

Art. 4 - Die Artikel 3 bis 10 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 5 - Kapitel III desselben Erlasses mit den Artikeln 11 bis 14 wird aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1^o Paragraph 1 wird aufgehoben;

2^o Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 2. Die Personalmitglieder des Verteilernetzbetreibers dürfen weder von einem Erzeuger, mit Ausnahme der Eigenerzeuger, noch von einem Stromversorger der zugelassenen Kunden noch von einem Zwischenhändler oder von einer verbundenen oder beteiligten Gesellschaft eine direkte oder indirekte Vergütung annehmen."

Art. 7 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden die Wörter "oder dem unabhängigen Sachverständigen" durch die Wörter "oder den unabhängigen Verwaltern" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 17 Absatz 2 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1^o die Wörter "Der Netzbetreiber bezeichnet" werden durch die Wörter "Unter den Mitgliedern seines Personals bestimmt der Netzbetreiber" ersetzt;

2^o die Wörter ", die von den Erzeugern, den Stromversorgern der zugelassenen Kunden und den Zwischenhändlern unabhängig ist," werden gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 19 § 2 desselben Erlasses wird Ziffer 3 aufgehoben.

Art. 10 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Kapitels VII durch folgende Überschrift ersetzt:

"Verfahren in Bezug auf das Mandat des Verteilernetzbetreibers".

Art. 11 - Artikel 20 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 20 - § 1. Mindestens zwei Jahre vor dem Ende des Mandats des Verteilernetzbetreibers nach Artikel 10 § 2 des Dekrets veröffentlicht der Minister für Energie im *Belgischen Staatsblatt* einen Aufruf zur Erneuerung. In dem Aufruf zur Erneuerung wird angegeben, dass die Gemeinden einzeln oder gemeinsam einen transparenten und nichtdiskriminierenden Bewerberaufruf einleiten können, um einen kandidierenden Verteilernetzbetreiber auszuwählen, und dass, wenn es binnen der eingeräumten Fristen und unter Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse keinen Bewerber gibt, das Mandat des Netzbetreibers für einen Höchstzeitraum von zwanzig Jahren ab dem Tag nach dem Ende des vorigen Mandats erneuert werden kann.

§ 2. Binnen einer Frist von höchstens einem Jahr ab dem Aufruf zur Erneuerung nach Paragraph 1 notifiziert die Gemeinde der CWaPE die Identität des für ihr Gebiet vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers.

In Ermangelung eines Vorschlags der Gemeinde unter Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse kann das Mandat des aktiven Netzbetreibers für einen Höchstzeitraum von zwanzig Jahren ab dem Tag nach dem Ende des vorigen Mandats erneuert werden.

§ 3. Der kandidierende Verteilernetzbetreiber, der von der Gemeinde vorgeschlagen wird, richtet seine Bewerbung in zwei Exemplaren per Einschreiben an die CWaPE oder gibt sie gegen Empfangsbestätigung am Sitz der CWaPE ab, unter Beifügung des Beschlusses des Gemeinderats bzw. der Gemeinderäte, in dem seine Bewerbung vorgeschlagen wird. Die CWaPE kann von dem Bewerber jegliches Dokument verlangen, durch das sie prüfen kann, dass er den durch das oder kraft des Dekrets und seiner Ausführungserlasse vorgeschriebenen Bedingungen genügt, und insbesondere dass er über eine ausreichende technische und finanzielle Kapazität verfügt."

Art. 12 - In Artikel 21 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "des Antrags" werden jeweils durch die Wörter "der Bewerbung" ersetzt;

2° das Wort "Antragsteller" wird jeweils durch das Wort "Bewerber" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "lettre recommandée" durch "recommandé" ersetzt;

4° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Bewerber verfügt unter Androhung des Verfalls seiner Bewerbung über eine Höchstfrist von drei Wochen, um seine Bewerbung zu ergänzen."

Art. 13 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "Antragsteller" wird jeweils durch das Wort "Bewerber" ersetzt;

2° die Wörter "des Antrags" werden jeweils durch die Wörter "der Bewerbung" ersetzt;

3° in der französischen Fassung werden die Wörter "lettre recommandée" durch "recommandé" ersetzt;

Art. 14 - In Artikel 23 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "des Antrags" werden jeweils durch die Wörter "der Bewerbung" ersetzt;

2° Absatz 2 wird um folgenden Satz ergänzt:

"Der Betreiber wird für ein Mandat mit einer Höchstdauer von zwanzig Jahren bestimmt, das am Tag nach dem Ende des Mandats des vorigen Verteilernetzbetreibers anfängt;"

3° zwischen die Absätze 2 und 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wenn der kandidierende Netzbetreiber nicht Eigentümer oder nicht Inhaber eines Rechts ist, das ihm die Nutznießung der Infrastrukturen und Ausrüstungen des Netzes gewährt, um dessen Verwaltung er sich bewirbt, oder wenn ein Enteignungsverfahren im Gange ist, erfolgt die Bestimmung des Bewerbers unter der aufschiebenden Bedingung, dass er das Eigentums- oder Nutzungsrecht über die Infrastrukturen und Ausrüstungen des Netzes erhält, um dessen Verwaltung er sich bewirbt. Das Mandat des vorigen Netzbetreibers wird verlängert unter der auflösenden Bedingung des Verlustes seines Eigentums- oder Nutzungsrechts über die Infrastrukturen und Ausrüstungen des Netzes, dessen Verwaltung er wahrnimmt;"

3° in Absatz 3, der nun zu Absatz 4 wird, werden in der französischen Fassung die Wörter "lettre recommandée" durch "recommandé" ersetzt;

2° in Absatz 3, der nun zu Absatz 4 wird, wird das Wort "Antragsteller" jeweils durch das Wort "Bewerber" ersetzt.

Art. 15 - In denselben Erlass wird ein Artikel 23/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 23/1 - Wenn ein Verteilernetzbetreiber der Ansicht ist, dass er sein Mandat nicht zu Ende führen kann, informiert er die von ihm versorgten Gemeinden, die CWaPE und den Minister für Energie. Diese Information wird auf der Homepage der CWaPE veröffentlicht.

Die Regierung kann vorübergehend einen neuen Verteilernetzbetreiber für eine Höchstdauer von zwei Jahren bestimmen. Durch diesen Erlass zur vorübergehenden Bestimmung wird das Verfahren nach den Artikeln 20 bis 23 eingeleitet.

In Abweichung von Artikel 20 und in Ermangelung einer vorübergehenden Bestimmung durch die Regierung ersetzt die auf der Homepage der CWaPE veröffentlichte Information den im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Aufruf zur Erneuerung.

Wenn die betreffenden Gemeinden binnen der in Artikel 20 § 2 genannten Frist keinen Bewerber vorgeschlagen haben, schlägt die CWaPE gemäß den Bedingungen nach Artikel 10 § 1 Absatz 2 Ziffern 2 bis 4 des Dekrets einen Bewerber vor."

Art. 16 - Artikel 29 desselben Erlasses wird aufgehoben.

KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Betreiber von Gasnetzen

Art. 17 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Betreiber von Gasnetzen wird Ziffer 2 aufgehoben.

Art. 18 - Kapitel II desselben Erlasses mit den Artikeln 2 bis 4 wird aufgehoben.

Art. 19 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird aufgehoben;

2° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Die Personalmitglieder des Verteilernetzbetreibers dürfen weder von einem Erzeuger, mit Ausnahme der Eigenerzeuger, noch von einem Gasversorger der zugelassenen Kunden noch von einem Zwischenhändler oder von einer verbundenen oder beteiligten Gesellschaft eine direkte oder indirekte Vergütung annehmen."

Art. 20 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Wörter "oder dem unabhängigen Sachverständigen" durch die Wörter "oder den unabhängigen Verwaltern" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 7 Absatz 2 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Die Wörter "Der Netzbetreiber bezeichnet" werden durch die Wörter "Unter den Mitgliedern seines Personals bestimmt der Netzbetreiber" ersetzt;

2° die Wörter ", die von den Erzeugern, den Stromversorgern der zugelassenen Kunden und den Zwischenhändlern unabhängig ist," werden gestrichen.

Art. 22 - In Artikel 9 § 2 desselben Erlasses wird Ziffer 3 aufgehoben.

Art. 23 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Kapitels VI durch folgende Überschrift ersetzt:

"Verfahren in Bezug auf das Mandat des Verteilernetzbetreibers"

Art. 24 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 10 - § 1. Mindestens zwei Jahre vor dem Ende des Mandats des Verteilernetzbetreibers nach Artikel 10 § 2 des Dekrets veröffentlicht der Minister für Energie im *Belgischen Staatsblatt* einen Aufruf zur Erneuerung. In dem Aufruf zur Erneuerung wird angegeben, dass die Gemeinden einzeln oder gemeinsam einen transparenten und nichtdiskriminierenden Bewerberaufruf einleiten können, um einen kandidierenden Verteilernetzbetreiber auszuwählen, und dass, wenn es binnen der eingeräumten Fristen und unter Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse keinen Bewerber gibt, das Mandat des Netzbetreibers für einen Höchstzeitraum von zwanzig Jahren ab dem Tag nach dem Ende des vorigen Mandats erneuert werden kann.

§ 2. Binnen einer Frist von höchstens einem Jahr ab dem Aufruf zur Erneuerung nach Paragraph 1 notifiziert die Gemeinde der CWaPE die Identität des für ihr Gebiet vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers.

In Ermangelung eines Vorschlags der Gemeinde unter Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse kann das Mandat des aktiven Netzbetreibers für einen Höchstzeitraum von zwanzig Jahren ab dem Tag nach dem Ende des vorigen Mandats erneuert werden.

§ 3. Der kandidierende Verteilernetzbetreiber, der von der Gemeinde vorgeschlagen wird, richtet seine Kandidatur in zwei Exemplaren per Einschreiben an die CWaPE oder gibt sie gegen Empfangsbestätigung am Sitz der CWaPE ab, unter Beifügung des Beschlusses des Gemeinderats bzw. der Gemeinderäte, in dem seine Bewerbung vorgeschlagen wird. Die CWaPE kann von dem Bewerber jegliches Dokument verlangen, durch das sie prüfen kann, dass er den durch das oder kraft des Dekrets und seiner Ausführungserlasse vorgeschriebenen Bedingungen genügt, und insbesondere dass er über eine ausreichende technische und finanzielle Kapazität verfügt.

Art. 25 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "des Antrags" werden jeweils durch die Wörter "der Bewerbung" ersetzt;

2° das Wort "Antragsteller" wird jeweils durch das Wort "Bewerber" ersetzt;

3° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Bewerber verfügt unter Androhung des Verfalls seiner Bewerbung über eine Höchstfrist von drei Wochen, um seine Bewerbung zu ergänzen."

Art. 26 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "Antragsteller" wird jeweils durch das Wort "Bewerber" ersetzt;

2° die Wörter "des Antrags" werden jeweils durch die Wörter "der Bewerbung" ersetzt;

Art. 27 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "des Antrags" werden jeweils durch die Wörter "der Bewerbung" ersetzt;

2° Absatz 2 wird um folgenden Satz ergänzt:

"Der Betreiber wird für ein Mandat mit einer Höchstdauer von zwanzig Jahren bestimmt, das am Tag nach dem Ende des Mandats des vorigen Verteilernetzbetreibers anfängt.";

3° zwischen die Absätze 2 und 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wenn der kandidierende Netzbetreiber nicht Eigentümer oder nicht Inhaber eines Rechts ist, das ihm die Nutznießung der Infrastrukturen und Ausrüstungen des Netzes gewährt, um dessen Verwaltung er sich bewirbt, oder wenn ein Enteignungsverfahren im Gange ist, erfolgt die Bestimmung des Bewerbers unter der aufschiebenden Bedingung, dass er das Eigentums- oder Nutzungsrecht über die Infrastrukturen und Ausrüstungen des Netzes erhält, um dessen Verwaltung er sich bewirbt. Das Mandat des vorigen Netzbetreibers. Das Mandat des vorigen Netzbetreibers wird verlängert unter der auflösenden Bedingung des Verlustes seines Eigentums- oder Nutzungsrechts über die Infrastrukturen und Ausrüstungen des Netzes, dessen Verwaltung er wahrnimmt.";

4° in Absatz 3, der nun zu Absatz 4 wird, wird das Wort "Antragsteller" jeweils durch das Wort "Bewerber" ersetzt.

Art. 28 - In demselben Erlass wird ein Artikel 13/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13/1 - Wenn ein Verteilernetzbetreiber der Ansicht ist, dass er sein Mandat nicht zu Ende führen kann, informiert er die von ihm versorgten Gemeinden, die CWaPE und den Minister für Energie. Diese Information wird auf der Homepage der CWaPE veröffentlicht.

Die Regierung kann vorübergehend einen neuen Verteilernetzbetreiber für eine Höchstdauer von zwei Jahren bestimmen. Durch diesen Erlass zur vorübergehenden Bestimmung wird das Verfahren nach den Artikeln 20 bis 23 eingeleitet.

In Abweichung von Artikel 20 und in Ermangelung einer vorübergehenden Bestimmung durch die Regierung ersetzt die auf der Homepage der CWaPE veröffentlichte Information den im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Aufruf zur Erneuerung.

Wenn die betreffenden Gemeinden binnen der in Artikel 20 § 2 genannten Frist keinen Bewerber vorgeschlagen haben, schlägt die CWaPE gemäß den Bedingungen nach Artikel 10 § 1 Absatz 2 Ziffern 2 bis 4 des Dekrets einen Bewerber vor."

Art. 29 - Kapitel IX desselben Erlasses mit dem Artikel 20 wird aufgehoben.

Art. 30 - Artikel 21 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 31 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS
Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206247]

6 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders en van het besluit van 16 oktober 2003 betreffende de gasnetbeheerders

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 10, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008, van 11 april 2014 en van 8 november 2018, en 12, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2017 en 11 april 2014;

Gelet op het decreet van 19 november 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 10, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008, van 21 april 2015 en van 8 november 2018, en 13, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 21 mei 2015;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de gasnetbeheerders;

Gelet op het rapport van 17 oktober 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 4 mei 2018;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse energiecommissie), CD-18e15-CWaPE-1795, gegeven op 16 mei 2018;

Gelet op het advies nr. 64.634/4 van de Raad van State, gegeven op 13 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders*

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders worden de punten 2° tot 5° opgeheven.

Art. 2. Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt hernoemd als volgt :

"Samenstelling en werking van de lokale transmissienetbeheerder".

Art 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. De lokale transmissienetbeheerder en zijn eventuele dochteronderneming worden opgericht overeenkomstig de bepalingen van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt."

Art 4. De artikelen 3 tot 10 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art 5. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit, bevattende de artikelen 11 tot 14, wordt opgeheven.

Art 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. De personeelsleden van de distributienetbeheerder mogen geen gratificatie aanvaarden die rechtstreeks of onrechtstreeks wordt verleend door een producent, zelfproducenten uitgezonderd, of van een leverancier aan in aanmerking komende afnemers of een tussenpersoon of van elke gebonden of geassocieerde vennootschap."

Art. 7. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden "of de onafhankelijke deskundige" door de woorden "of de onafhankelijke bestuurders" vervangen.

Art 8. In artikel 17, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden "de netbeheerder" en de woorden "een persoon" worden de woorden "onder diens personeelsleden" ingevoegd;

2° de woorden "die niet afhangt van de producenten, leveranciers aan in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen" worden opgeheven.

Art 9. In artikel 19, § 2, van hetzelfde besluit wordt punt 3° opgeheven.

Art 10. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Hoofdstuk VII vervangen als volgt :

"Procedure voor het mandaat van de verdelingsnetbeheerder".

Art 11. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. § 1. Minstens twee jaar voor het einde van het mandaat van de verdelingsnetbeheerder bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet, wordt er door de Minister van Energie een oproep tot hernieuwing in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. In de oproep tot hernieuwing wordt nader bepaald dat de gemeenten individueel of

collectief een transparante, niet-discriminerende oproep tot de kandidaten kunnen opstarten om een kandidaat-verdelingsnetbeheerder te selecteren en dat het mandaat van de netbeheerder, bij gebreke van kandidatuur binnen de termijn en met inachtneming van de bepalingen van het decreet en uitvoeringsbesluiten ervan, hernieuwd kan worden voor een termijn van twintig jaar te rekenen van daags na het einde van het vorig mandaat.

§ 2. Binnen een termijn van maximum één jaar te rekenen van de oproep tot hernieuwing bedoeld in paragraaf 1 geeft de gemeente kennis aan de CWaPE van de verdelingsnetbeheerder die voor zijn grondgebied is voorgedragen.

Draagt de gemeente niemand voor met inachtneming van de bepalingen van het decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan, dan kan de actieve verdelingsnetbeheerder hernieuwd worden voor een termijn van twintig jaar te rekenen van daags na het einde van het vorig mandaat.

§ 3. De kandidaat-netbeheerder, voorgedragen door de gemeente, richt zijn kandidatuur bij aangetekend schrijven of levert ze tegen bericht van ontvangst in tweevoudig exemplaar op de zetel van de CWaPE af, samen met de beraadslaging en het besluit van de gemeenteraad (-raden) die zijn kandidatuur voordraagt (-dragen). De CWaPE kan van de kandidaat ieder document eisen waardoor kan worden nagegaan of aan de voorwaarden bepaald bij of krachtens het decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan is voldaan en met name over voldoende technische en financiële capaciteit beschikt. ”.

Art 12. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord of woorddeel « aanvraag » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidatuur »;

2° het woord « aanvrager » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidaat »;

3° in lid 2 worden de woorden “bij aangetekend schrijven” vervangen door het woord “aangetekend”;

4° lid 3 wordt vervangen als volgt :

“De kandidaat beschikt, over een, op straffe van verval opgelegde, termijn van maximum drie weken om zijn kandidatuur te vervolledigen.”.

Art 13. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « aanvrager » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidaat »;

2° het woord of woorddeel « aanvraag » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidatuur »;

3° de woorden “bij aangetekend schrijven” worden vervangen door het woord “aangetekend”.

Art 14. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord of woorddeel « aanvraag » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidatuur »;

2° het tweede lid wordt aangevuld met volgende zin :

« De beheerder wordt aangewezen voor een mandaat met een duur van maximum twintig jaar ingaand daags na het einde van het mandaat van de voorheen aangewezen verdelingsnetbeheerder.”;

3° een lid, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen de leden 2 en 3 :

« Gesteld dat de kandidaat-beheerder niet eigenaar of houder van een recht is, dat hem het genot garandeert van de infrastructuren en uitrustingen van het net waarvoor hij voor het beheer kandideert of als er een onteigeningsprocedure aan de gang is, wordt de aanwijzing onder de opschortende voorwaarde verricht, dat het eigendoms- of genotsrecht verkregen wordt van de infrastructuren en uitrustingen van het net waarvoor hij voor het beheer kandideert. Het mandaat van de vorige netbeheerder wordt verlengd onder de ontbindende voorwaarde van het verlies van zijn eigendoms- of genotsrecht van de infrastructuren en uitrustingen van het net waarvoor hij het beheer verricht.”;

4° in het derde lid, dat het vierde lid geworden is, worden de woorden “bij aangetekend schrijven” vervangen door het woord “aangetekend”;

5° het derde lid, dat het vierde lid geworden is, wordt het woord “aanvrager” vervangen door het woord “kandidaat”.

Art 15. In hetzelfde besluit wordt een artikel 23/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 23/1. Indien een verdelingsnetbeheerder acht dat hij zijn mandaat niet tot het einde kan volbrengen, licht hij de bediende gemeenten, de CWaPE en de Minister van Energie daarover in. Deze informatie wordt op de website van de CWaPE bekendgemaakt.

De Regering kan bij wijze van overgang een nieuwe verdelingsnetbeheerder aanwijzen voor een maximumduur van twee jaar. Bij dit tijdelijk aanwijzingsbesluit wordt de procedure bedoeld in de artikelen 20 tot 23 opgestart.

In afwijking van artikel 20, en bij gebreke van een aanwijzing als overgangsmaatregel door de Regering, vervangt de informatie, bekendgemaakt op de website van de CWaPE de oproep tot hernieuwing, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij uitblijven van een kandidatenvoordracht door de betrokken gemeenten binnen de termijn bedoeld in artikel 20, § 2, draagt de CWaPE een kandidaat voor overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in artikel 10, § 1, lid 2, 2° tot 4°, van het decreet.”.

Art 16. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de gasnetbeheerders*

Art 17. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de gasnetbeheerders wordt 2° opgeheven.

Art 18. Hoofdstuk II, bevattende de artikelen 2 tot 4 van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

Art 19. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“ § 2. De personeelsleden van de distributienetbeheerder mogen geen gratificatie aanvaarden die rechtstreeks of onrechtstreeks wordt verleend door een producent, zelfproducenten uitgezonderd, of van een leverancier aan in aanmerking komende afnemers of een tussenpersoon of van elke gebonden of geassocieerde vennootschap.”.

Art 20. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden “of de onafhankelijke deskundige” door de woorden “of de onafhankelijke bestuurders” vervangen.

Art 21. In artikel 7, lid 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden “wijst” en de woorden “een persoon” worden de woorden “onder diens personeelsleden” ingevoegd;

2° de woorden “die niet afhangt van de producenten, leveranciers aan in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen” worden opgeheven.

Art 22. In artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit wordt punt 3° opgeheven.

Art 23. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Hoofdstuk VI vervangen als volgt :

“Procedure voor het mandaat van de verdelingsnetbeheerder”.

Art 24. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. § 1. Minstens twee jaar voor het einde van het mandaat van de verdelingsnetbeheerder bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet, wordt er door de Minister van Energie een oproep tot hernieuwing in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. In de oproep tot hernieuwing wordt nader bepaald dat de gemeenten individueel of collectief een transparante, niet-discriminerende oproep tot de kandidaten kunnen opstarten om een kandidaat-verdelingsnetbeheerder te selecteren en dat het mandaat van de netbeheerder, bij gebreke van kandidatuur binnen de termijn en met inachtneming van het decreet en uitvoeringsbesluiten ervan, hernieuwd kan worden voor een termijn van twintig jaar te rekenen van daags na het einde van het vorig mandaat.

§ 2. Binnen een termijn van maximum één jaar te rekenen van de oproep tot hernieuwing bedoeld in paragraaf 1 geeft de gemeente kennis aan de CWaPE van de verdelingsnetbeheerder die voor zijn grondgebied is voorgedragen.

Draagt de gemeente niemand voor met inachtneming van de bepalingen van het decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan, dan kan de actieve verdelingsnetbeheerder hernieuwd worden voor een termijn van twintig jaar te rekenen van daags na het einde van het vorig mandaat.

§ 3. De kandidaat-netbeheerder, voorgedragen door de gemeente, richt zijn kandidatuur bij aangetekend schrijven of levert ze tegen bericht van ontvangst in tweevoudig exemplaar op de zetel van de CWaPE, samen met de beraadslaging en het besluit van de gemeenteraad (-raden) die zijn kandidatuur voordragen. De CWaPE kan van de kandidaat ieder document eisen waardoor kan worden nagegaan of aan de voorwaarden bepaald bij of krachtens het decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan is voldaan en met name over voldoende technische en financiële capaciteit beschikt. ”.

Art 25. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord of woorddeel « aanvraag » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidatuur »;

2° het woord « aanvrager » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidaat »;

3° lid 3 wordt vervangen als volgt :

“De kandidaat beschikt, over een, op straffe van verval opgelegde, termijn van maximum drie weken om zijn kandidatuur te vervolledigen.”.

Art 26. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « aanvrager » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidaat »;

2° het woord of woorddeel « aanvraag » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidatuur ».

Art 27. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord of woorddeel « aanvraag » wordt telkenmale vervangen door het woord « kandidatuur »;

2° het tweede lid wordt aangevuld met volgende zinnen :

« De beheerder wordt aangewezen voor een mandaat met een duur van maximum twintig jaar ingaand daags na het einde van het mandaat van de voorheen aangewezen verdelingsnetbeheerder.”;

3° tussen lid 1 en lid 2 wordt volgend lid ingevoegd :

« Gesteld dat de kandidaat-beheerder niet eigenaar of houder van een recht is, dat hem het genot garandeert van de infrastructuren en uitrustingen van het net waarvoor hij voor het beheer kandideert of als er een onteigeningsprocedure aan de gang is, wordt de aanwijzing onder de opschortende voorwaarde verricht, dat het eigendoms- of genotsrecht verkregen wordt van de infrastructuren en uitrustingen van het net waarvoor hij voor het beheer kandideert en het mandaat van de vorige netbeheerder wordt verlengd onder de ontbindende voorwaarde van het verlies van zijn eigendoms- of genotsrecht van de infrastructuren en uitrustingen van het net waarvoor hij het beheer verricht.”;

4° het derde lid, dat het vierde lid geworden is, wordt het woord “aanvrager” vervangen door het woord “kandidaat”.

Art 28. In hetzelfde besluit wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13/1. Indien een verdelingsnetbeheerder acht dat hij zijn mandaat niet tot het einde kan volbrengen, licht hij de bediende gemeenten, de CWaPE en de Minister van Energie daarover in. Deze informatie wordt op de website van de CWaPE bekendgemaakt.

De Regering kan bij wijze van overgang een nieuwe verdelingsnetbeheerder aanwijzen voor een maximumduur van twee jaar. Bij dit tijdelijk aanwijzingsbesluit wordt de procedure bedoeld in de artikelen 20 tot 23 opgestart.

In afwijking van artikel 20, en bij gebreke van een aanwijzing als overgangsmaatregel door de Regering, vervangt de informatie, bekendgemaakt op de website van de CWaPE de oproep tot hernieuwing, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij uitblijven van een kandidatenvoordracht door de betrokken gemeenten binnen de termijn bedoeld in artikel 20, § 2, draagt de CWaPE een kandidaat voor overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in artikel 10, § 1, lid 2, 2° tot 4°, van het decreet.”.

Art 29. Hoofdstuk IX, bevattende artikelen 20 van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

Art 30. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art 31. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE